Ni scission, ni marasme: refondation révolutionnaire du NPA !

Le prochain congrès du NPA devrait avoir lieu en décembre ou janvier prochain. C'est dans ce contexte que, dans le bulletin de discussion interne suivant le dernier CPN (Conseil politique national du NPA), Christine Poupin explique qu'elle ne sent plus de « projet commun » avec une partie du NPA et « qu'il faut acter la séparation de fait au lieu de se nuire mutuellement ». Si nous partageons le constat que la situation actuelle ne peut plus durer, nous pensons plutôt que l'heure ne devrait pas être à la scission (manière détournée de parler d'exclusion de la part de la plateforme U qui ne veut pas perdre sa majorité) mais à la refondation communiste et révolutionnaire du NPA. Une refondation qui tirerait les bilans des réussites et des échecs du NPA. Une refondation qui clarifierait notre stratégie révolutionnaire et nos tâches dans une période de crise aiguë du capitalisme et d'intensification incontestable de la lutte des classes. Une refondation qui doterait enfin le parti d'un vrai programme de transition communiste. Une refondation qui propose des pistes concrètes de ce que pourrait être un projet communiste actualisé sur les questions économiques, démocratiques, féministes et antiracistes. Une refondation dont émergerait une organisation qui cherche à construire un front unique face au bloc bourgeois de Macron et au bloc d'extrême droite de Le Pen. Enfin et surtout, une refondation qui permettrait de dépasser les rangs du simple NPA et d'agréger les militant·e·s les plus avancé·e·s des derniers mouvements sociaux (Gilets jaunes, grévistes RATP et SNCF, militant·e·s anti-racistes, féministes, écologistes…) qui sont en quête d'outils pour organiser la contagion de la révolte, qui se posent la question du pouvoir, qui cherchent comment changer concrètement la société en profondeur– en bref, qui se demandent comment faire la révolution.

La politique de la direction du NPA mise en échec, mais un parti qui demeure utile dans la période

L'absence de boussole stratégique, l'absence d'un programme résolument révolutionnaire au profit d'un anticapitalisme abstrait, et l'incapacité de la direction du NPA à proposer une orientation concrète dans la lutte des classes, ont conduit à la cristallisation des tendances et fractions dans le NPA, où la confrontation des expériences et des politiques ne permet plus d'élever le niveau de compréhension des évènements. Pour certain·e·s, cette cristallisation serait la cause de l'état du parti ; nous pensons qu'elle en est d'abord la conséquence. Certes, cette cristallisation vient à

son tour renforcer la crise du parti. Mais un parti qui réduit la question stratégique à la convergence des luttes vue comme une somme abstraite des différents mouvements sociaux, court forcément le risque de n'être constitué que de groupes qui la tranchent chacun de son côté. Faute de vrais débats et d'expériences réellement communes, ces groupes à leur tour ne peuvent que se rabougrir théoriquement comme dans leur activité propre, au risque du para-syndicalisme et/ou du repli sectaire, avec des méthodes d'intervention souvent polluées par des enjeux d'auto-construction. Chaque groupe se prétend être l'embryon autour duquel pourrait alors émerger un véritable parti révolutionnaire. Néanmoins il est indéniable que les courants de l'ex-PfA ont eu une intervention intense et ils ont su proposer des orientations concrètes dans les derniers grands mouvements. Ce sont aussi ces derniers qui arrivent le mieux à s'adresser aux nouvelles franges les plus radicales de la jeunesse, lesquelles ne se contentent pas d'une propagande anticapitaliste abstraite et cherchent à connecter la théorie et la pratique dans l'action.

Récemment, dans la campagne municipale « Bordeaux en luttes » (BEL) à laquelle nous avons aussi participé et dont la démarche initiale n'était pas erronée, le NPA a manqué d'une orientation commune. Alors même que le rapport de force était en notre faveur, ce manque de coordination des camarades du NPA impliqués dans la campagne a constitué un obstacle au fait de convaincre largement de la nécessité d'une orientation révolutionnaire par opposition à une orientation "possibiliste" qui ne clarifie pas la nécessaire rupture avec les institutions et la légalité bourgeoises qu'impliquait pourtant la logique générale du programme de la liste. Y compris dans les cadres plus larges, il faut lutter pour une délimitation stratégique ferme en particulier lorsqu'il s'agit d'un front aux municipales investi par la France Insoumise. C'est d'autant plus dommage que la campagne a entraîné autour d'elle une dynamique et un enthousiasme indéniable, regroupant au-delà des appareils des militant-e-s syndicaux, contre les violences policières ou gilets jaunes, autour d'un programme de rupture anticapitaliste, faisant 9,39% aux élections, et envoyant ses trois premiers colistiers au conseil municipal, dont Philippe Poutou.

Malgré tout cela, le NPA reste une organisation précieuse dans le paysage politique. Non seulement le NPA a une envergure nationale et un maillage en comités sur une grande partie du territoire, mais il a su tenir un certain nombre de caps politiques dans la période : le NPA continue à défendre des idées anticapitalistes et internationalistes dans de nombreux milieux, et même à une échelle de masse lors de la campagne présidentielle ou encore dans la campagne de *Bordeaux en lutte*, grâce à notre candidat ouvrier Philippe Poutou ; les camarades du NPA toutes tendances confondues participent activement aux luttes, comme on a pu le voir chez les cheminot·e·s, à la RATP, à la poste, dans la Fonction publique, dans les universités, avec les exilé·e·s, ou encore dans le mouvement antiraciste, le mouvement féministe, ; les luttes écologistes. Enfin, malgré tous ses défauts, il reste un parti globalement démocratique, comme en témoignent le droit de tendance et le refus jusqu'ici d'exclure les opposant·e·s à la politique majoritaire en son sein. C'est pour cela qu'il faut toujours garder le cap de la

construction de ce parti.

Ni scission, ni marasme

Une « séparation de fait » comme le préconise Christine Poupin, loin de régler automatiquement les problèmes politiques qui se posaient au sein du NPA, découragerait surtout un grand nombre de militant.e.s. Certain.e.s arrêteraient de militer, quand d'autres se replieraient sur de petits groupes militants n'ayant pas l'ampleur nationale du NPA et seraient réduit.e.s à la marginalisation. Aucun courant qui compose le NPA ne pourrait prétendre à l'heure actuelle refonder seul une organisation de l'ampleur du NPA, qui soit présente au niveau national, dans les médias, aux élections présidentielles et qui joue un rôle important dans les luttes. Au chantage d'une scission qui se ferait sans aucune clarification politique, nous devons clairement opposer la perspective d'une refondation. Cette discussion doit avoir lieu de manière transparente devant l'ensemble des camarades, au prochain congrès. Mais si **l'on ne peut donc pas se résoudre à une « séparation de fait », on ne peut évidemment pas non plus se satisfaire du marasme dans lequel est actuellement pris le NPA.**

Une vraie refondation n'est pas un simple colmatage de quelques brèches pour éviter de sombrer en attendant le prochain congrès: il s'agit de refonder le parti sur des bases programmatiques et organisationnelles solides. Une délimitation stratégique plus claire devrait entraîner un changement radical dans notre manière de fonctionner en interne. La confiance doit revenir et nous devrions tou.te.s construire honnêtement et centralement cette nouvelle grande organisation anticapitaliste et révolutionnaire. L'afflux potentiel de nouveaux/elles militant.e.s issu.e.s des luttes devrait être le meilleur moyen de repartir sur des bases saines. Diverses garanties devraient être apportées de tous côtés (en termes de partage des tâches, de contrôle démocratique de notre presse et des porte-paroles, de mise en commun de nos ressources et de nos informations, de paiement des cotisations…), dans l'objectif assumé d'aller vers un plus grand centralisme démocratique.

Pour une grande organisation communiste révolutionnaire par et pour la base

Depuis sa création, l'ARC défend la refondation communiste et révolutionnaire du NPA. Il s'agit d'essayer de créer une nouvelle grande organisation anticapitaliste et révolutionnaire qui cherche à agréger les militant.e.s les plus avancé.e.s des derniers mouvements sociaux (gilets jaunes, grèves cheminotes RATP, mouvement antiraciste, féministe, écologiste), qui fasse vivre et transmette l'héritage du marxisme révolutionnaire. Une telle organisation permettrait de tirer les bilans des expériences faites dans les derniers soubresauts qui ont caractérisé la période depuis 2016.

Cela nécessite entre autres d'en finir avec l'attentisme et le suivisme vis-à-vis de la politique des directions syndicales : il faut cesser de refuser de mener une bataille

politique ouverte contre elles sous prétexte qu'il faille « construire la mobilisation à la base ». Leur politique de dialogue social constitue un véritable obstacle à l'extension des mobilisations dans lesquelles nous intervenons, et à leur possible passage d'un stade défensif à un stade offensif. Refusant de mener cette bagarre, la direction du NPA au niveau national a trop tardivement commencé à préparer la date du 5 décembre, pourtant fondamentale dans la préparation d'une grève reconductible dans différents secteurs, alors même que les syndicats de la RATP, pressés par leur base, appelaient à la « grève illimitée ». Malgré tout, dans de nombreux secteurs, des militant.e.s du NPA ont été de fait à l'avant-garde de la préparation de cette date (notamment SNCF ou enseignement). Nous analysons cette politique de la direction comme la conséquence d'un pessimisme erroné sur les opportunités qui s'offrent aujourd'hui aux révolutionnaires. Ce pessimisme est basé sur l'idée fausse que notre pouvoir d'agir décline en même temps que celui – effectivement déclinant – du seul mouvement ouvrier organisé traditionnel. Produit de la crise d'hégémonie des classes dominantes et de la polarisation idéologique qui a suivi la crise de 2008, le mouvement des gilets jaunes a amplement démontré le contraire.

Élaboration d'un programme transition et questions stratégiques

Nous devons relier les revendications que nous portons à la nécessité d'en finir avec le capitalisme, grâce à un gouvernement révolutionnaire des travailleurs/ses qui mettrait en place de nouvelles institutions communistes à la place des institutions capitalistes qui reproduisent le système existant. La logique transitoire est un chemin de crête, une sorte de troisième voie entre deux écueils : l'écueil réformiste qui sépare les mesures d'urgence du projet communiste ; l'écueil « gauchiste » qui considère que la défense de la moindre revendication partielle est une capitulation devant l'ordre existant. Une analyse marxiste conséquente de la crise, mettant au centre la loi de la baisse tendancielle du taux de profit, est fondamentale : les remèdes de type keynésien préconisés par la gauche antilibérale, fondés sur une analyse de la crise qui donne un rôle central à la sous-consommation des masses, et consistant en des mesures dans le cadre du capitalisme, ne peuvent nullement résoudre la crise et ne constituent donc pas une véritable alternative à la politique d'austérité. Dans la situation actuelle de faible profitabilité du capital, ces mesures ne disposent que de très faibles marges de manœuvre pour leur application. Il faut donc articuler notre programme économique à la rupture avec la propriété capitaliste.

Nous devons populariser notre vision d'ensemble du communisme, qui consiste à la fois dans l'objectif d'une société sans classes, auto-organisée, et dans le processus révolutionnaire qui y conduira. C'est une illusion de croire que dans un capitalisme en crise, on puisse satisfaire de façon globale et durable les revendications des travailleur.se.s. Un effort de pédagogie est nécessaire pour montrer la supériorité de notre projet communiste sur celui des antilibéraux et des réformistes. Nous mettons ainsi en avant des réponses partielles qui permettent de convaincre de la pertinence de notre projet politique d'ensemble : il ne s'agit pas de dire qu'on peut construire le

communisme petit bout par petit bout, mais d'expliquer comment l'économie pourrait fonctionner autrement pour satisfaire tel ou tel besoin, en prenant des exemples précis.

Pour la satisfaction de tous les besoins fondamentaux (alimentation, logement, presse…), on peut avancer des solutions communistes, qui ouvriraient potentiellement une brèche dans le capitalisme : nous devons en effet faire comprendre à une échelle large l'impossibilité que ces solutions coexistent à moyen terme avec le mode de production capitaliste, ou encore l'impossibilité que des acquis anticapitalistes partiels soient graduellement étendus jusqu'au communisme. Il s'agit donc de penser de façon construite et cohérente ce en quoi devraient consister de nouvelles institutions communistes et la façon dont elles pourraient s'imposer à partir de ce qui existe aujourd'hui. Par exemple, nous pouvons **défendre l'extension du champ de la cotisation pour satisfaire les besoins fondamentaux et faire le pont avec notre projet communiste**, en assumant le caractère révolutionnaire d'une telle politique, c'est-à-dire sans tomber dans l'illusion réformiste du gradualisme. Cette cotisation serait versée par les entreprises ou les « unités de production » à des caisses sectorielles de Sécurité sociale, comme celles existant aujourd'hui pour les retraites, la maladie, les accidents du travail ou les allocations familiales, mais gérées par les représentant-e-s des travailleurs/ses. Ces caisses sectorielles utiliseraient ces fonds pour deux choses : subventionner l'investissement de producteurs « agréés » (unités de production qui respecteraient le cahier des charges défini par les caisses) et verser des prestations aux ménages, que ces derniers ne pourraient dépenser qu'en achetant la production des producteurs agréés. Les producteurs agréés ne seraient pas des entreprises capitalistes : ce serait des unités de production, sous la forme de travailleur/se-s indépendant-e-s ou de travailleur/se-s rassemblé-e-s en coopératives (comme il en existe déjà quelques-unes). Ces unités de production non capitalistes seraient viables, car elles ne seraient pas mises en concurrence avec les entreprises capitalistes, et elles auraient une demande garantie par l'attribution de « chèques » alimentation, logement ou presse aux ménages. Ainsi, le « salaire » de ces producteurs serait garanti grâce au système socialisé mis en place pour satisfaire le besoin. Ces solutions ne viseraient pas simplement à donner un chèque aux ménages pour les aider à couvrir un besoin fondamental, mais aussi à organiser un autre mode de production, non capitaliste. Voilà pourquoi on peut caractériser ces solutions de « communistes », à la fois comme formes nouvelles de production et dans le sens de la transition vers la société communiste.

Il ne s'agit pas de faire croire que ces solutions partielles peuvent être mises en œuvre dans le cadre du capitalisme en crise : satisfaire les besoins en élargissant le champ de la cotisation ne peut qu'accroître la crise de rentabilité du capital car la cotisation est un prélèvement sur la plus-value. Nous devons l'assumer politiquement pour en tirer la conclusion que le capitalisme doit être renversé puisqu'il empêche la mise en place de solutions rationnelles et émancipatrices. C'est pourquoi ce projet de nouvelles caisses de sécurité sociale va de pair avec le combat pour la conquête du pouvoir politique par les travailleur/se-s, qui n'est pas un but en soi, mais un moyen d'aller vers la société

communiste en engageant la transformation révolutionnaire des structures économiques. C'est aussi à cette échelle du pouvoir politique, auto-organisé aux différents niveaux (local, régional, national et transnational), que peut être posée concrètement la question de la coordination des unités de production, de la planification démocratique déterminée par les besoins, de la prise en compte optimale des équilibres territoriaux et, bien évidemment, des impératifs écologiques.

De telles propositions concrètes permettraient en outre d'engager un débat sur la manière de faire face à la crise économique qui vient et d'opposer un véritable projet communiste à la tentative actuelle de relancer une Union européenne toujours plus austéritaire et antidémocratique. En effet, les subventions « odieuses » de l'UE vantées par le bloc bourgeois ne sont en réalité que des transferts budgétaires limités et bien peu redistributifs, proposés en contrepartie d'un contrôle accru sur la politique économique des États et, le cas échéant, d'une obligation de suivre un programme de réformes structurelles.

Mais comment créer un rapport de force susceptible d'imposer un tel programme et de telles revendications ? S'il est évident que la transformation post-fordiste du capitalisme et l'assaut néolibéral ont profondément restructuré la classe ouvrière, le sujet révolutionnaire reste incontestablement, pour nous, les travailleur·se·s dans toutes leurs composantes, tant dans l'industrie que dans les services, tant dans le travail productif que le travail reproductif. Il s'agit de combattre pour une véritable grève générale, donc insurrectionnelle, qui allie grève du travail productif et grève du travail reproductif et qui, en tirant les leçons des derniers mouvements sociaux – à commencer par la spectaculaire insurrection des Gilets jaunes –, en intègre les acquis.

Cependant, il est clair que la révolution ne mettra pas fin à toutes les nuisances du capitalisme si celles-ci ne sont pas toutes considérées dans leur complexité. Ainsi, la crise écologique et le changement climatique ne se résoudront pas seulement par la socialisation de la production, mais également par son adaptation aux besoins réels et utiles de la population, à partir de la prise en compte des ressources disponibles et de leur renouvellement. Un programme de transition révolutionnaire qui prend au sérieux l'interaction constante existant entre les rapports de production et leurs bases matérielles passe donc d'abord par la planification écologique des grands secteurs de l'économie (agriculture, énergie, métallurgie, etc.). De la même façon, **le capitalisme s'appuie sur et reconfigure le patriarcat et le racisme**. Ce n'est donc pas seulement la socialisation de la production qu'il faut revendiquer, mais également la collectivisation des tâches reproductives (domestiques ou non, rémunérées ou non), aujourd'hui principalement prises en charge par les femmes et minorités de genre dans l'espace domestique et de plus en plus externalisées par leur transfert à des travailleur/se.s racisé.e.s et ubérisé.e.s. La collectivisation des tâches reproductives impliquera la création de nouveaux services publics, notamment pour l'éducation des enfants, et la mise en place de cantines et de lieux de tâches domestiques collectifs. Le développement massif d'un service public gratuit de santé et de prévention est une des principales manières de répondre à l'épidémie actuelle du COVID qui frappe en

premier les quartiers populaires et qui met les femmes de nombreux métiers féminisés en première ligne. De même, la libération du continent africain comme du reste des pays dominés par l'impérialisme, ainsi que la lutte pied à pied contre toutes les discriminations institutionnalisées, sont des conditions nécessaires pour dépasser les humiliations racistes qui structurent notre société. De tels axes permettent de se représenter concrètement ce que serait une société émancipée : ils sont absolument essentiels pour rendre crédible notre projet de société et donner ainsi du poids à notre discours politique.

Une tâche centrale : construire un front unique capable de vaincre Macron et le patronat

Une tâche centrale de cette organisation anticapitaliste et révolutionnaire, dotée d'un programme communiste, serait de contribuer à une mobilisation de masses pour stopper les coups que Macron et le patronat vont s'efforcer – et s'efforcent déjà – de porter contre les travailleur.se.s et la jeunesse : licenciements, blocage des salaires, précarité accrue, absence de politique de santé publique sérieuse, cadeaux au patronat avec l'argent public, destruction des conditions d'enseignement, poursuite des violences policières, abandon de couches populaires non prolétariennes pourtant touchées de plein fouet par la crise, etc.

Il s'agit de réunir toutes les couches exploitées et opprimées autour d'un ensemble de revendications unifiantes partant des besoins les plus immédiats. Cela suppose un travail à la base sur les lieux de travail, l'impulsion de l'auto-organisation, mais aussi un combat à tous les niveaux dans les syndicats, les associations antiracistes, féministes, écologistes, etc. pour contribuer à ce que ce programme émerge et que chacun.e puisse y contribuer et s'en emparer. Il s'agit de créer les conditions politiques pour une grève véritablement générale, dépassant les limites de tous les secteurs particuliers, et capable ainsi d'infliger une défaite à Macron et au MEDEF.

ARC, le 21 août 2020